

merciales abusives de gouvernements étrangers qui pourraient autrement être tentés de profiter d'une certaine rivalité entre intérêts canadiens doivent être contrées par une approche fédérale-provinciale commune et plus cohérente. Étant donné aussi que la compétitivité internationale du Canada dépend sensiblement de sa capacité d'optimiser les économies d'échelle offertes par un marché intérieur intégré, et que sa position de négociation commerciale est considérablement influencée par l'attraction que l'ensemble du marché canadien exerce sur les fournisseurs étrangers de biens et de services, ce cadre de consultation devrait contribuer à une meilleure compréhension de l'importance d'un marché intérieur véritablement commun. Il y a nettement place pour un consensus national plus fort sur la nécessité d'encourager le libre-échange des biens et des services à l'intérieur du pays et d'empêcher la balkanisation du marché canadien.

*Conclusions:*

- Les résultats commerciaux du Canada seraient améliorés par un meilleur consensus national sur la nécessité et les avantages d'une plus grande libéralisation des échanges de biens et de services à l'intérieur du pays.
- L'établissement d'un consensus sur les objectifs commerciaux et économiques serait facilité par des consultations périodiques et franches avec les provinces et avec des groupes d'intérêts privés.
- Nos secteurs public et privé doivent de plus en plus démontrer la fiabilité du Canada comme producteur concurrentiel et stable de produits de haute technologie aussi bien que de produits du secteur des ressources naturelles.

